

2 Politique

Dialogue politique/A propos de la limitation des mandats

L'opposition ne s'accorde pas

Martina ADA METOULE
Akanda/Gabon

Jusqu'à présent, ce bord politique semble ne pas parler d'une même voix sur certains points. Une frange de cette opposition n'entend pas partager les propositions émises par l'autre sur, entre autres, la présidence du Conseil supérieur de la magistrature. Une plénière s'est tenue, hier, dans le but de trouver un consensus, conformément au mode décisionnel adopté pour ces assises.



Photo : Bandoma

Les propositions de Maganga Moussavou ne font pas l'unanimité au sein de l'opposition.



Photo : Bandoma

Le chef de la délégation de l'opposition, René Ndemezo'Obiang, au sortir de la plénière.

L'OPPOSITION prenant part au Dialogue politique inclusif et sans tabou s'est réunie en plénière, hier, au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda au nord de Libreville. Objectif : chercher à s'accorder et trouver un consensus sur les sujets qui ne font pas encore l'unanimité au sein de ce camp. Aujourd'hui, c'est un bord politique divisé en deux. Et pour cause, certains d'entre eux n'accueillent pas favorablement les propositions émises par d'autres.

Selon certaines indiscretions, la problématique de la limitation du mandat présidentiel serait à l'origine de ce désaccord. A en croire des sources concordantes, il y aurait un camp dit "Maganga Moussavou" et l'autre appelé "Ndemezo'Obiang".

Pour le premier cité qui est, dit-on, minoritaire, la limitation de mandats devrait s'imposer car, "Il est nécessaire de s'appuyer sur la volonté des populations". Même si le nombre d'années (7 ans) a été retenu par la majorité et l'opposition, le président du Parti social démocrate et les siens estiment que le nombre de mandats présiden-



Photo : Bandoma

Quelques participants de l'opposition lors d'une précédente concertation.

tiels doit être toutefois limité. Une position que le camp Ndemezo'Obiang n'entend pas valider. Pour eux, l'actuel système qui date de plusieurs décennies doit se poursuivre. Un modèle qui, selon le président

de Démocratie nouvelle (DN) n'entrave en rien le bon fonctionnement d'un État.

Autre point qui éloigne davantage les membres de l'opposition, la question de l'élection du président de la

Cour constitutionnelle. Pour une frange de ce bord politique, le numéro un de cette institution devrait être élu par ses pairs. Si tel est l'avis du camp Maganga Moussavou, ce n'est pas le même son de cloche chez

les partisans de Ndemezo'Obiang. D'aucuns ont indiqué que ce dernier pense que la tête de la Cour constitutionnelle doit, comme d'habitude, être promue par le président de la République.

Même type de divergences pour ce qui est de la présidence du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Pendant que la première frange opte pour que le chef de l'Etat n'assure plus la présidence, l'autre soutient la continuité.

En clair, au regard de ces points d'achoppement persistants, une autre issue a été émise. Toujours selon certaines indiscretions, le camp minoritaire a ainsi souhaité que la question de la limitation des mandats soit soumise à l'appréciation du peuple, sans doute par le biais d'un référendum.

Fort de cet éclatement au sein de l'opposition prenant part aux assises d'Angondjé, nombre d'observateurs se demandent si, au terme de la plénière, cette délégation parlera d'une même voix. Aussi, s'interrogent-ils sur le respect de la date du 25 mai pour la clôture du Dialogue comme prévu, et la crédibilité des décisions issues desdites assises. Dans tous les cas, le consensus, mode décisionnel adopté, devrait primer sur tout.

Coulisses

Contrairement à ce qui avait été annoncé concernant l'aménagement du site d'Angondjé, plusieurs acteurs du Dialogue politique ont commencé à se plaindre de leur cohabitation avec les acteurs et autres fans de la Coupe d'Afrique des nations U-17. Ils reprochent à cet événement sportif de nuire à leur concentration. Tant les émotions exprimées de façon tapageuse par des supporteurs, à l'instar de ce qui a été vécu hier, sont de nature à troubler la quiétude, sinon la concentration des délégués, qui ont besoin de sérénité pour poursuivre leurs réflexions juste à côté. D'aucuns n'hésitent pas à dénoncer cette "drôle de cohabitation". Non sans révéler que depuis le début de cette manifestation sportive, nombreux sont les acteurs du Dialogue qui ont déserté ce site.

• L'inexpérience de certains acteurs pointée du doigt

C'est l'un des principaux hic exprimés depuis un moment par certains acteurs de la phase politique du Dialogue, au sein des différents camps. D'aucuns se plaignent en effet de l'inexpérience de nombre de participants à ces assises. Lesquels, dit-on, "se sont aventurés sur un terrain qui, en réalité, est loin d'être le leur". Résultat des courses : les interventions de ces "politiques inexpérimentés" non seulement intempestives, mais également inconsistantes, au

regard des attentes du plus grand nombre. Ce qui expliquerait, d'une certaine manière, toutes ces plénières en interne qui n'en finissent plus. On accuse, cependant, les présidents de certaines formations politiques d'avoir introduit, par complaisance, certains de leurs militants ne maîtrisant rien de la chose politique, dans le but de bénéficier des retombées de ces assises. Reste qu'aujourd'hui, cette situation a le don d'être pesante pour ceux qui veulent "sérieusement travailler".



Photo : Bandoma

Les membres de l'opposition ont été les premiers à soulever la question de l'inexpérience de certains participants au Dialogue politique.

SM
Akanda/Gabon

• Dialogue et Can U-17 : une difficile cohabitation



Photo : Bandoma

L'effigie du Dialogue a même été retirée de l'entrée du stade Angondjé.